

COMMUNIQUE

L'Ecole de la République défigurée

Cette semaine, hors la grève de ce jour, ont eu lieu deux évènements majeurs qui concernent l'Education Nationale : la publication du rapport PISA par l'OCDE et l'interpellation de Vincent PEILLON par les députés sur le sujet de la lutte contre le décrochage scolaire.

Le « fondateur » de l'Ecole de la République en prend pour son grade. Et son directeur de l'Enseignement scolaire aussi.

D'abord, la lutte contre le décrochage scolaire ... Si, après les cafouillages sur la semaine de 9 demi-journées en primaire, les parlementaires, au début du mois de décembre, s'interrogent et interrogent le gouvernement sur la lutte contre le décrochage scolaire, c'est que pour le moins, elle est mal engagée. Pour avoir laissé la bride sur le cou aux recteurs et à des partenaires locaux plus ou moins aptes à mener cette lutte, il est évident que trois mois après la rentrée, c'est la disparité de traitement qui l'emporte : ici, des crédits et des personnels maintenus, voire augmentés ; là, au contraire et arbitrairement, des crédits et des personnels à la baisse (c'est le cas dans l'académie de VERSAILLES, la plus grande de France, où le décrochage est galopant ...) Un général qui laisse ses colonels improviser le combat sans donner de directives précises ni indiquer la méthode pour les appliquer, s'expose, par sa faute, à la défaite et à la responsabilité de nombreuses morts d'hommes.

L'impéritie du ministère conduit à laisser des décrocheurs identifiés dans la rue et à favoriser de futurs décrochages plus nombreux encore...

PEILLON a répondu aux députés qu'il allait donner de l'argent ...

A qui ? Comment ? Pourquoi faire ? Vu les talents dont il a fait preuve jusqu'à maintenant, il est probable que de mauvaises surprises sont à redouter.

Ces décrocheurs, de plus en plus nombreux chaque année, et de plus en plus jeunes, sont le résultat d'une façon de dévoyer l'Ecole de la République qui a cours depuis des lustres.

Lorsque le SNCA e.i.L. Convergence a été reçu par l'équipe de campagne de François HOLLANDE en février 2012, **sur deux points essentiels il lui a été répondu qu'en cas de victoire, on ne toucherait à rien : le collège unique et l'orientation.** Il est vrai que les deux notions, les deux réalités, sont liées. Et c'est pour cela que le bât blesse doublement, parce qu'en haut lieu on refuse de remettre ce système pervers en question.

Le collège unique a été voulu - admettons que ceux qui le disent pour le défendre sont sincères – pour démocratiser l'accès à l'enseignement secondaire. Mais les critères d'orientation, eux, n'ont pas bougé, sauf à s'appliquer à la fin du premier cycle secondaire au lieu de s'appliquer à la fin du primaire ...

Certes, pour ouvrir d'autres perspectives en annonçant qu'il fallait ensuite faire obtenir le baccalauréat à 80 % d'une cohorte d'âge, il y a eu la création de bacs techniques, technologiques, professionnels. Dans le lycée d'enseignement général d'autres filières ont été ouvertes ; mais l'orientation première, fondée sur des critères socio-familiaux, est demeurée celle de l'entrée dans le lycée napoléonien, aux dépens de la voie des humanités, mais pour la plus grande gloire de la voie scientifique qui ne conduit plus nécessairement à une poursuite d'études longues dans les grandes écoles ou les départements scientifiques des universités !

Il y a le même pourcentage de bacs scientifiques obtenus aujourd'hui qu'il y a quarante ans ; ce qui veut dire, alors que la population scolaire a augmenté comme tout le reste de la population, que pour aboutir à cette stabilité, cependant contreproductive en matière de poursuite d'études supérieures scientifiques, **on a géré des flux** : tant pour cent, avec en plus un taux de féminisation à faire progresser, pour la filière noble recrutant dans des catégories sociales d'un certain niveau culturel classique, et non en raison d'une véritable aptitude ou appétence scientifique des élèves concernés, les autres étant dispersés dans les autres filières selon les objectifs du ministre de l'éducation en place et surtout les injonctions d'optimisation (*sic*) de Bercy : **moins ça coûte, mieux c'est !** Voyez le bac pro dont la préparation a été ramenée de 4 à 3 ans, mais avec son lot de décrocheurs en augmentation !

C'est cela que décrit le rapport PISA : **une école qui ne fonctionne plus selon les valeurs républicaines mais selon des valeurs marchandes** ; une école qui ne fonctionne plus pour promouvoir le mérite républicain d'un chacun mais pour préserver les acquis socio-culturels d'une certaine partie de la population : blanche de préférence, déjà cadre, et apte à construire des stratégies éducatives familiales qui peuvent pénaliser d'autres enfants n'appartenant pas à cette portion de population. Mais qu'importe ! Cela est hors sujet !

Un système qui se prétend égalitariste, mais qui, dans **son fonctionnement sournois et pérenne bafoue la véritable égalité des droits à l'instruction, à l'éducation et à la formation de tous les enfants et adolescents vivant sur le territoire national**, transforme l'obligation que la République a enjoint à l'Etat de **donner de l'Ecole à tous**, en une dépense excessive que les libéraux, y compris ceux qui gouvernent la France aujourd'hui, dénoncent avec talent parfois, mais toujours avec mauvaise foi.

Le SNCA e.i.L. Convergence ne peut se résoudre à voir ainsi dévaluer l'Ecole de la République et sa vocation humaniste par ceux-là mêmes qui, à la direction de l'Etat, en ont la responsabilité et s'arrogent à l'occasion la prétention d'en être les refondateurs !

Lors de son prochain congrès qui aura lieu au printemps 2014, le SNCA e.i.L. Convergence produira un document rappelant sa conception de l'Ecole publique et préconisant les solutions pour qu'elle retrouve son vrai visage.

Pour l'heure, il exige

1. **que la lutte contre le décrochage scolaire soit encadrée et menée par ceux dont le métier est la coordination pédagogique et l'ingénierie de formation (CPIF) ;**
2. **que le gouvernement cesse de faire de l'affichage en proclamant que l'Ecole est prioritaire ; qu'il en fasse vraiment sa priorité, car l'avenir du pays en dépend ; et, par conséquent, qu'il cesse de donner à Bercy, inféodé aux intérêts très particuliers des marchés financiers européens et mondiaux, un droit de regard prééminent et déterminant sur l'Ecole Laïque.**

Paris, le 5 décembre 2013